

Statu quo pour l'emploi salarié en 2023

En Corse, avec 129 000 emplois au 31 décembre 2023, l'emploi salarié se stabilise sur un an après douze années de croissance ininterrompue. Parallèlement, les déclarations préalables à l'embauche diminuent nettement en 2023. Les effectifs du tertiaire marchand marquent le pas. Ils se contractent en particulier dans l'hébergement-restauration, et dans une moindre mesure, dans le commerce. Dans la construction, les pertes d'emploi traduisent le net repli de l'activité. En revanche, l'emploi s'étoffe dans l'industrie.

L'emploi insulaire se stabilise en 2023

Avec 129 000 emplois au 31 décembre 2023, l'emploi salarié insulaire cesse de croître et se stabilise sur un an (+0,1 %). Dans le même temps, en France hors Mayotte, l'emploi progresse de 0,6 %, mais son rythme de croissance ralentit de moitié par rapport à celui de 2022. Sur l'île, l'évolution de l'emploi salarié reste positive en Haute-Corse (+0,5 %) alors qu'elle fléchit en Corse-du-Sud (-0,2 %)

► figure 1.

Depuis le 1^{er} trimestre 2022, la croissance de l'emploi insulaire ralentit progressivement pour devenir nulle en 2023. Cette stabilité des effectifs met fin à douze années de hausse ininterrompue. Au cours du 1^{er} semestre 2023, le rythme de croissance ralentit pour s'établir à +0,1 %. Au 2^e semestre, l'emploi salarié est atone. Le salariat régional marque le pas tout en restant à un point haut historique, avec 8 200 emplois supplémentaires par rapport à l'avant crise sanitaire.

Entre 2017 et 2023, l'emploi régional augmente de 2,1 % en moyenne annuelle contre +1,3 % en France hors Mayotte ► figure 2. Cette évolution reflète par ailleurs les besoins croissants d'une population insulaire qui augmente de 1,0 % en moyenne annuelle au cours de cette période.

Après le rebond de la période post-Covid, l'économie corse décélère en 2023, affectée par les aléas du contexte inflationniste qui pèse sur la consommation des ménages. Après avoir privilégié le territoire national, les touristes français reprennent leurs habitudes de tourisme à l'étranger avec la réouverture totale des frontières. Les arbitrages ont également concerné la fréquentation touristique en baisse par rapport à 2022. Ainsi, ce ralentissement économique se traduit par une inflexion de l'emploi privé (-0,3 %). Le secteur privé totalise 94 200 emplois au 31 décembre 2023.

Hors contrat d'intérim, les Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE) collectées en Corse par l'Urssaf se replient de 2,8 % sur un an. La baisse concerne la Haute-Corse et la Corse-du-sud avec respectivement -3,4 % et -2,3 % ► figure 3. Face aux incertitudes économiques, les hésitations des professionnels à embaucher se cumulent

aux difficultés de recrutements de certains secteurs clés de l'économie régionale. Elles induisent un repli des CDI (-7,3 %) et affectent aussi les CDD (-1,7 %). L'hôtellerie-restauration, qui avait profité du rebond des intentions d'embauche en 2022, affiche un recul des DPAE de 2,7 %, en proie à une saison touristique en demi-teinte. Dans le secteur de la construction, le recul des déclarations est encore plus marqué (-10,6 %). Depuis le début de l'année, l'activité du secteur se grippe.

L'emploi marque le pas dans le tertiaire marchand

Avec 59 300 emplois au 31 décembre 2023, le tertiaire marchand concentre 45 % du salariat régional. Les effectifs du secteur se contractent de 0,2 % par rapport à 2022 alors qu'ils sont en hausse au niveau national (+0,4 %). Ainsi, l'emploi marchand régional décroche de son rythme de croissance des cinq dernières années (+2,3 % en moyenne annuelle) ► figure 4.

L'emploi salarié dans l'hébergement-restauration diminue de 1,1 % en un an ► figure 5. Avec 11 700 salariés, il regroupe un cinquième des effectifs du tertiaire marchand. Dans le commerce, qui en concentre un tiers, la décline de l'emploi est plus modérée (-0,4 % en un an). Inversement, l'emploi progresse dans les transports (+0,7 %), et conserve sa tonicité dans les activités financières et d'assurance, en hausse de 2 %.

Le tertiaire non marchand, qui englobe en majorité les effectifs du secteur public, progresse quant à lui de 1,0 %. Sa part dans l'emploi reste stable avec 47 200 emplois en fin d'année, soit 37 % de l'emploi salarié régional.

L'emploi se dégrade dans la construction

Avec 12 400 postes au 31 décembre 2023, la construction représente 10 % de l'emploi salarié insulaire. Sur un an, les effectifs du secteur diminuent de 1,8 %, soit un repli plus marqué qu'au niveau national (-0,7 %).

La baisse est plus importante en Corse-du-Sud (-3,0 %) qu'en Haute-Corse (-0,5 %). Ce repli traduit l'importance du ralentissement de la production dans le bâtiment en 2023. Les conditions d'accès aux crédits immobiliers plus restrictives pour les ménages, et les aléas de recrutement auxquels se heurtent les professionnels pénaliseraient les ventes de logements et les mises en chantier. Entre 2017 et 2022, avec une croissance de +3,9 % en moyenne annuelle, le secteur contribuait activement à l'essor de l'emploi salarié corse.

L'emploi progresse dans l'industrie insulaire

Avec 7 600 emplois au 31 décembre 2023, l'industrie représente 6 % du salariat régional. Sur un an, l'emploi industriel insulaire se réoriente à la hausse, après une stabilité observée en 2022. Il progresse de 1,7 % par rapport à la fin de l'année précédente. Sa croissance est comparable à l'évolution annuelle moyenne qu'il affiche entre fin 2017 et fin 2022 (+1,6 %). Dans le même temps, en France hors Mayotte, l'emploi progresse de 1,1 % en un an contre 0,6 % en moyenne quinquennale.

Dans l'agro-alimentaire, les effectifs augmentent de 1,1 % en un an. Avec 2 900 emplois au 31 décembre 2023, ils représentent 38 % des salariés de l'industrie régionale. L'emploi s'accroît plus fortement dans la production d'énergie, eau et déchets (+2,9 %), second sous-secteur le plus important avec 2 600 salariés. Enfin, l'emploi salarié agricole se replie de 3,5 % en fin d'année. Avec 2 600 emplois, il représente 2 % de l'emploi salarié régional. ●

Marie-Pierre Nicolai (Insee)

► Pour en savoir plus

- Notes de conjoncture trimestrielles, Insee Conjoncture Corse.
- Stat'UR Corse, Urssaf Conjoncture Corse.

► 1. Emploi salarié total par département et par grand secteur d'activité

	Emploi au 31/12/2023 (milliers)	Évolution entre fin 2022 et fin 2023						Ensemble
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Intérim	Tertiaire non marchand	
Corse-du-Sud	65,1	-1,6	0,5	-3,0	-0,7	5,6	1,0	-0,2
Haute-Corse	63,8	-4,2	2,8	-0,5	0,3	-0,3	0,9	0,5
Corse	129,0	-3,5	1,7	-1,8	-0,2	2,5	1,0	0,1

Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 3. Déclarations préalables à l'embauche par type de contrat en 2023

	CDD			CDI			Ensemble		
	Effectifs (milliers)	Part(%)	Évolution 2023-2022 (%)	Effectifs (milliers)	Part(%)	Évolution 2023-2022 (%)	Effectifs (milliers)	Part(%)	Évolution 2023-2022 (%)
Corse	73	100	-1,7	17	100	-7,3	90	100	-2,8
Corse du Sud	40	56	-0,7	9	54	-8,7	50	55	-2,3
Haute Corse	32	44	-2,9	8	46	-5,5	40	45	-3,4
Industrie	2	3	-4,9	1	7	4,5	3	4	-4,7
Construction	3	4	-11,3	3	18	-10,0	6	6	-10,6
Tertiaire marchand	59	81	-2,4	11	66	-7,7	70	78	-3,3
Dont commerce	11	15	-8,4	4	24	-8,6	15	16	-8,4
Dont hébergement	25	34	-2,4	3	18	-5,0	28	31	-2,7

Source : Déclarations préalables à l'embauche hors intérim, données brutes, Acoiss-Urssaf.

► 5. Emploi salarié total par secteur d'activité

Secteur d'activité	Emploi au 31/12/2023 (milliers)		Évolution entre 2022 et 2023		Évolution annuelle moyenne entre fin 2017 et fin 2022 ¹	
	Corse	France hors Mayotte	Corse	France hors Mayotte	Corse	France hors Mayotte
Agriculture	2,6	-3,5	-0,4	5,7	1,9	
Industrie	7,6	1,7	1,1	1,6	0,6	
Industrie agroalimentaire	2,9	1,1	0,8	1,7	1,7	
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	2,6	2,9	2,1	1,4	1,1	
Biens d'équipement	0,2	5,4	2,0	5,6	0,4	
Matériels de transport	0,2	-0,6	1,8	-7,6	-0,5	
Autres branches industrielles	1,8	0,7	0,5	2,5	0,3	
Construction	12,4	-1,8	-0,7	3,9	2,9	
Tertiaire marchand	59,3	-0,2	0,4	2,3	1,8	
Commerce	19,6	-0,4	0,4	2,2	1,4	
Transports	7,3	0,7	0,8	1,3	0,9	
Hébergement - restauration	11,7	-1,1	1,4	3,3	2,5	
Information - communication	1,6	1,1	-0,1	3,3	4,1	
Services financiers	2,7	2,0	1,5	1,6	1,1	
Services immobiliers	1,1	-2,4	-2,9	2,1	2,2	
Services aux entreprises hors intérim	9,0	-0,9	1,5	2,1	2,8	
Intérim	0,6	2,5	-6,6	4,0	0,2	
Services aux ménages	5,6	1,1	1,0	2,4	1,1	
Tertiaire non marchand	47,2	1,0	0,9	1,3	0,4	
Total	129,0	0,1	0,6	2,1	1,3	

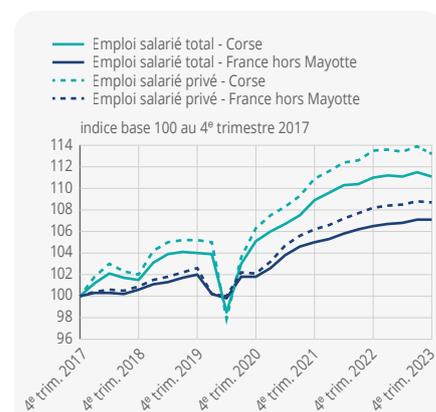
¹ Évolution qui aurait été observée pour l'emploi salarié total du secteur pour chaque année de la période considérée, en supposant une évolution identique chaque année.

Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié

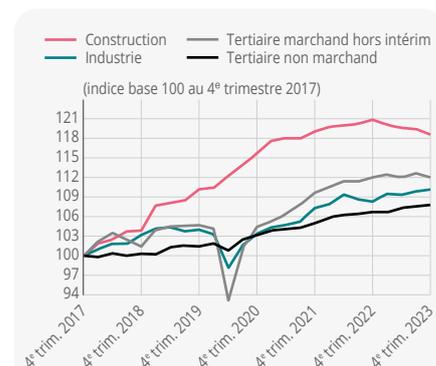


Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 4. Évolutions trimestrielles de l'emploi salarié total par grand secteur d'activité



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► Avertissement

Dans cette publication, le concept d'emploi se réfère aux critères du Bureau international du travail (BIT). Sont comprises dans l'emploi à la fois les personnes ayant travaillé au moins une heure rémunérée pendant une période donnée, mais également les personnes en emploi n'ayant pas travaillé pour certaines raisons (en particulier celles en chômage partiel et en arrêt maladie).